L'UE dans le secteur santé au Burkina Faso

# 1. L'UE rejoint le secteur de la santé en 2013

La coopération européenne dans le secteur santé remonte au 10ième FED à partir octobre 2013, avec le Programme d'appui à la politique sectorielle santé. Ce programme comportait un appui budgétaire sectoriel axé sur des performances dans les domaines de la santé maternelle et infantile et la gestion financière du secteur. Cet appui budgétaire était accompagné d'un appui complémentaire autour de la gestion des ressources humaines, la gestion financière du secteur, l'inspection technique, la planification et l'information sanitaire. Parmi les appuis complémentaires ont été mises en œuvre des activités relatives la continuité de la gratuité des soins des enfants de 0-5 ans et des femmes enceintes dans deux districts sanitaires. Egalement, en 2015, un soutien au plan de préparation du pays à une éventuelle épidémie de la maladie à virus Ebola a été apporté, et notamment de mettre en place un laboratoire mobile de niveau P3. La Délégation est par ailleurs membre du Conseil d'administration de la Centrale d'Achat des Médicaments Essentiels (CAMEG).

# 2. Le PAPS II : Vers un soutien structuré aux progrès vers la couverture sanitaire universelle

À partir de 2016, avec la formulation du programme d'appui à la politique sectorielle santé 2, un nombre de goulots d'étranglement dans l'extension de l'accès physique et financier aux soins sont adressés. C'est ainsi qu'un nouveau programme d'appui budgétaire sectoriel a été signé en octobre 2016, pour un montant total de 84 millions EUR. Ce programme intervient en soutien aux réformes de la politique nationale de santé. Trois grands blocs de réforme sont identifiés à travers les indicateurs de tranche variable :

- l'amélioration de la qualité des soins, par l'amélioration de l'accès aux infrastructures sanitaires de base (construction de centres médicaux avec antenne chirurgicales dans les nouveaux districts sanitaires) ; et l'acquisition des aliments thérapeutiques pour la malnutrition aigüe sévère.

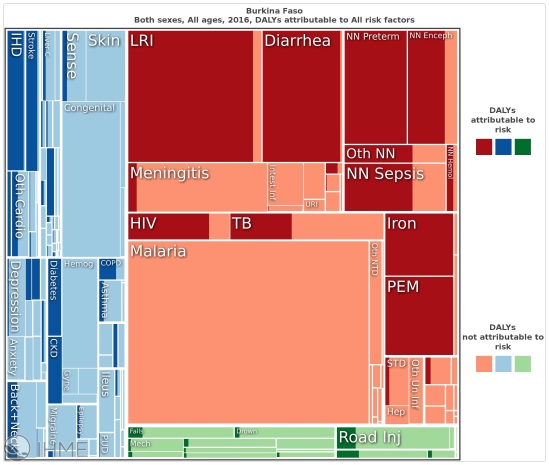
- l'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle, par le soutien aux lignes budgétaires qui garantissent le tiers paiement des soins maternels et infantiles et l'appui à l'opérationnalisation de la Caisse Nationale d'assurance maladie (CNAMU)

- le renforcement du leadership du Ministère de la santé, par l'encouragement l'affectation de personnel qualifié dans les 3 régions les plus défavorisées ainsi que par l'assainissement de la situation financière de la Centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels

L'appui complémentaire de ce programme PAPS 2 mixe tous les instruments financiers de l'UE pour progresser vers la couverture universelle. Ceci comprend un appui au lancement de la caisse nationale de l'assurance maladie universelle, la mise en place d'un dispositif de veille communautaire, la mise en place d'un dispositif visant à fournir des analyses sur des données sur l'efficacité et l'efficience des mesures prises par le gouvernement pour améliorer l'accès physique et financier et la qualité de l'offre des soins, un soutien technique et financier aux plans d'action axées sur les résultats des districts sanitaires de 2 régions et un appui technique et financier à des réformes institutionnelles en faveur de la couverture sanitaire universelle.

Au regard des leçons apprises des précédentes interventions, la stratégie d'intervention du PAPS2 repose sur le système des "mesures" qui fournissent un produit vérifiable en termes de réforme ou de bénéfice dans un délai programmable. Ceci oblige l'ensemble des parties prenantes à concevoir une feuille de route (carte de processus) sur la mesure/réforme en distinguant les processus de gouvernance, de réalisation et de soutien.

# 3. Vers une meilleure prise en compte des déterminants de la santé

Dans sa réforme, le ministère de la santé insiste sur une meilleure prise en compte de la prévention de la maladie. Au Burkina Faso, les facteurs de risque environnementaux et comportementaux ont un poids important dans les infections respiratoires, diarrhée, naissances précoces, anémie, malnutrition etc. L'UE y prête de plus en plus d'attention. En effet, les bonnes pratiques d'alimentation, la prévention des grossesses non désirées, l'assainissement font partie des engagements lancés. Autant que possible, les communes sont impliquées dans cette approche multisectorielle.